

# DOCUMENT N°4

## INTERPELLATION POLITIQUE

### 1. RENCONTRE MIGRATIONS A BRUXELLES

Le CRID, dont nous sommes membres, s'est engagé dans l'organisation et la participation à une rencontre « migrations » qui aura lieu à Bruxelles le vendredi 30 septembre et samedi 1<sup>er</sup> octobre 2022. L'évènement se déroule en deux parties : des caravanes migrantes de plusieurs pays souhaitent converger afin de dénoncer ensemble les politiques migratoires de l'Union Européenne et des États membres et leurs conséquences. Elles ont souhaité se rendre jusqu'à Bruxelles puisque c'est dans cette ville que beaucoup de décisions en matière de politiques migratoires européennes (et ayant des conséquences dans des pays en dehors de l'Union européenne) sont prises. Les caravanes saisissent cette occasion pour rencontrer des députés européens.

Le CRID propose d'organiser conjointement une sorte de « Sommet des peuples », pour renforcer les liens entre les différentes organisations présentes et pour accoler à ce temps symbolique un temps de réflexion et de travail entre organisations mobilisées sur le sujet. Ce temps de travail prendrait la forme d'ateliers dont l'objectif est de construire des perspectives concrètes de plaidoyer et de mobilisations à l'échelle transnationale.

Pour rappel, un sommet citoyen sur les migrations avait été organisé en 2008 à l'initiative du collectif d'associations réunies dans le réseau Des ponts pas des murs, dont nous faisons et faisons toujours partie. Le mot d'ordre de ce sommet était de réclamer une autre conception de l'immigration, basée, entre autre, sur de nouvelles relations entre l'Union européenne, l'Afrique et le reste du monde. L'évènement proposé cette année à Bruxelles s'inscrit dans la lignée de cette mobilisation.

Le programme prévisionnel est le suivant :

Vendredi 30 septembre	Samedi 1 <sup>er</sup> octobre
Matinée : échanges d'expériences autour de la migration et des combats des premiers concernés Après-midi : rencontre avec une association locale et conférence de presse (à confirmer) Fin de journée : plénière d'ouverture du Sommet citoyen	Matinée : ateliers Début d'après-midi : action symbolique Fin d'après-midi : plénière de fin, restitution et perspectives

Les thématiques proposées pour les ateliers sont :

- Externalisation, militarisation et business des frontières : formes, acteurs et résistances
- Documentation, mémoire et rôle de la justice
- Lutttes pour la régularisation et l'égalité des droits
- L'accueil local et en réseau : renforcer les dynamiques d'hospitalité et le plaidoyer
- Criminalisation de la migration et de la solidarité : formes, enjeux et lutttes
- Conflits, accaparement des ressources et exploitation : dénoncer les responsabilités des Etats et des entreprises dans les déplacements forcés de population

*(Ces thèmes sont encore sujets à de légères modifications d'ici septembre.)*

Des organisations européennes, des mouvements latino-américains ou encore un réseau d'associations au Sahel ont prévu d'être présents. C'est donc un moment intéressant qu'Emmaüs international peut saisir pour rencontrer d'autres acteurs mobilisés sur la question des migrations et réfléchir à des perspectives d'actions communes pour faire vivre son combat pour la paix et la liberté de circulation et d'installation. L'Assemblée mondiale a réaffirmé le souhait du Mouvement de se mobiliser sur cette question des migrations mais à ce jour, nous ne sommes investis dans aucune mobilisation ou campagne collective.

Nous proposons qu'Emmaüs international :

1. Apporte une contribution financière comprise entre 3000 et 5000 euros
2. S'implique dans la construction d'un ou deux ateliers (n°4, n°3 ou 5) et participe potentiellement à leur animation
3. Propose à des groupes Emmaüs de Belgique et des pays frontaliers de la Belgique de participer à cet événement afin de participer à la dynamique des caravanes en envoyant des compagnes, compagnons et responsables, faire quelques haltes dans des communautés fortement mobilisées, et retrouver les caravanes à un point donné avant d'arriver à Bruxelles
4. Propose la constitution d'une délégation Emmaüs composée d'élu.e.s et de membres du Mouvement (10 personnes maximum) qui participerait aux ateliers.
5. Propose à Emmaüs Europe de s'impliquer conjointement avec nous dans la participation à cet événement

Nous pourrions également apporter notre soutien pour l'interprétation et la communication/relations presse si besoin.

⇒ **Que pense le Comité exécutif de cette proposition ?**

**Si le Comité exécutif valide la proposition de constituer une délégation composée d'élu.e.s et de membres du Mouvement intéressés, nous proposons que 4 à 6 élu.e.s puissent venir, qu'ils soient de nouveaux CEI car cet événement fera office d'espace de formation, et qu'il y ait une représentativité équitable des 4 régions.**

## **2. ENQUETE INTERNATIONALE**

Le Conseil d'administration a validé en mars dernier la réalisation d'une enquête internationale impliquant des volontaires en service civique. Il ne s'agit pas d'une enquête quantitative dont le but serait d'aller découvrir la totalité des groupes de toute une région mais plutôt de voir quelles sont les actions de plaidoyer et de mobilisation aujourd'hui et ce qu'elles pourraient être demain, en s'appuyant sur les revendications du Rapport mondial.

4 missions d'une durée de 5 mois sont proposées : 1 mission Asie/Europe ; 1 mission Afrique/Europe ; 1 mission Amérique ; 1 mission Europe. **Vous trouverez la liste des groupes des 4 missions en annexe.**

Mi juin, nous avons envoyé la liste des groupes présentis pour chaque mission aux bureaux régionaux concernés afin de recueillir leur avis. Nous voulions notamment nous assurer que ces groupes peuvent accueillir dans de bonnes conditions les volontaires, les faire participer aux activités, et leur accorder du temps pour échanger et réfléchir avec eux sur leurs actions. Nous voulions aussi vérifier que nous n'avions pas oublié de groupes pertinents au regard de l'objectif de l'enquête :

- La région Amérique a proposé d'ajouter le groupe Solidaridad y Apoyo situé à Lima au Pérou puisque le séjour dans un autre groupe à Lima est déjà prévu.

- La région Europe a demandé de préciser combien de groupes étaient concernés à Saint-Sébastien car il en existe 2. Nous avons ajouté les 2 groupes puisqu'ils sont proches géographiquement.
- La région Asie a validé la liste.
- La région Afrique a validé la liste.

⇒ **Le Comité exécutif valide-t-il les listes finales des 4 missions ou souhaite-t-il apporter des modifications ?**

Après cela, et jusque fin septembre, nous contacterons par téléphone ou visioconférence groupés les groupes concernés pour discuter avec eux de cette enquête et de l'accueil des volontaires.

A ce jour, les missions n'ont pas encore été validées par l'agence nationale de service civique, mais le processus est en cours.

### 3. GROUPES DE TRAVAIL REGIONAUX SUR L'INTERPELLATION

En mars 2022, le Conseil d'administration a validé par la motion 4.3 la proposition de créer des groupes de travail régionaux sur l'interpellation : « *Le Conseil d'administration valide la mise en place d'un groupe de travail par région composé d'un membre du bureau de la Région et de 2 ou 3 autres personnes de la Région. Ce groupe travaillera en lien avec Emmaüs international à l'appropriation et la diffusion du Rapport mondial dans sa Région* ».

Lors de notre dernière Assemblée mondiale, le Mouvement a décidé d'adopter les revendications du 1<sup>er</sup> Rapport mondial d'Emmaüs international comme socle commun de construction de notre parole politique. Il s'est également engagé à mener des actions collectives et des campagnes d'interpellation qui impliquent l'ensemble des Régions, en particulier sur les enjeux de justice climatique, des migrations internationales ainsi que de l'éducation pour l'éveil des consciences.

Ces groupes de travail pourront donc constituer des espaces de discussion et de réflexion, de veille sur les opportunités de mobilisation, et de proposition dans la région. Ils n'ont pas vocation à se substituer aux instances décisionnaires habituelles mais viendront plutôt les soutenir. Ils sont également un moyen d'impliquer plus fréquemment les membres du Mouvement qui seraient intéressés par le renforcement de l'interpellation politique.

Fin juin, nous avons écrit aux bureaux régionaux pour leur demander de constituer des groupes de 5 personnes maximum par région, dont au moins un.e membre de leur bureau régional. Nous leur avons demandé de revenir vers nous avant le 10 juillet si possible, ou le 20 juillet au plus tard.

Nous proposons d'organiser une première réunion avec chaque groupe de travail durant les mois d'août ou septembre en fonction des calendriers de chacun puis de voir ensemble comment et à quelle fréquence nous souhaitons travailler.